

FORUM SOCIAL MONDIAL



APRÈS LE FORUM SOCIAL MONDIAL DE BELEM



Le 7ème Forum Social Mondial s'est réuni à Belém, au Brésil, du 27 janvier au 1er février 2009.

En janvier 2001 le premier Forum Social Mondial avait été organisé à Porto Alegre, capitale de l'Etat de Rio Grande do Sul, au sud du Brésil. Il s'agissait de trouver un cadre de rassemblement pour le mouvement altermondialiste qui se développait rapidement dans tous les continents grâce à l'impact mondial du blocage de l'OMC à Seattle en décembre 1999. Les forums sociaux réunissent des dizaines, voire des centaines de milliers de participants. Ils se sont imposés comme les lieux de rencontre incontournables et réguliers des ONG, des syndicats et des mouvements sociaux.

Comme à chaque forum social mondial, une délégation de Solidaires était présente : elle était notamment composée de camarades venus de Guyane.

LE FSM DE BELEM EN QUELQUES CHIFFRES

- 130 000 personnes présentes au forum ;
- 5 900 : nombre d'organisations qui ont organisé ou participé à un séminaire ou à autre activité ;
- 2 400 : nombre d'activités organisées pendant le forum, principalement des séminaires et des débats, mais aussi des activités culturelles ;
- 20 000 : nombre des participants au camp de jeunes qui a été érigé dans l'enceinte du forum

HUIT ANS APRÈS LE PREMIER FSM, UN BILAN DE BELÉM

Une interview de Christophe Aguiton, militant de Sud-Ptt et d'ATTAC, qui suit le processus des forums sociaux depuis le début.

On parle du succès du Forum Social Mondial à Belém. Pourquoi ?

Je pense qu'il y a plusieurs raisons qui peuvent faire d'un Forum Social un succès. Moi, j'en vois principalement trois.

La première est simplement de "venir voir". C'est d'avoir un nombre important de participants, en général de la ville ou de la région qui viennent apprendre ou simplement découvrir. Par exemple à Belém il y avait David Harvey, un des géographes les plus connus du monde, et des tas de gens sont venus l'écouter, comme à Porto Alegre ils venaient écouter Noam Chomski ou Robert Stiglitz, le prix Nobel d'économie. Et c'est cela qui fait le nombre, la masse des participants. A cet égard, le Forum de Belém a été un succès énorme, puisqu'il y eut 130 000 personnes, dont la majorité venait de Belém et de l'Etat du Pará. Un succès qui n'est pas toujours là : en 2007 à Nairobi, par exemple, un des problèmes a été le faible nombre de kenyans présents.

Le deuxième facteur de succès, peut-être le plus important même s'il est beaucoup moins visible, est la qualité du travail produit par les mouvements et les réseaux qui viennent dans les forums sociaux pour se lier à d'autres, échanger des expériences et des analyses, élaborer des alternatives et construire des campagnes internationales. Et à cet égard, au niveau européen, comme au niveau mondial, la qualité des rencontres et des échanges ne cesse de progresser. Mais, une fois de plus, cela est relativement déconnecté de l'impact médiatique d'un forum. A Nairobi toujours, la qualité des débats, tant au sein des réseaux africains qu'entre ceux-ci et les mouvements du reste du monde, a été excellente mais sans que cela n'assure un succès médiatique au forum. Cette qualité de débats et de rencontres renvoie à un phénomène beaucoup plus profond : avant Seattle et avant le premier Forum Social de Porto Alegre en janvier 2001, il n'y avait aucun rendez-vous où pouvait se retrouver l'ensemble des acteurs, des mouvements sociaux, de ce qu'on appelle – je n'aime pas trop le terme, mais peu importe – la société civile. Chacun se limitait, et à petite échelle, à son "monde". Chaque courant avait son "internationale", formelle ou de fait. Même chose au niveau syndical ou associatif avec les confédérations mondiales syndicales, Via Campesina ou les réseaux d'ONG comme Oxfam, Action Aid ou Greenpeace. Depuis Seattle, il y a l'idée, je crois tout à fait nouvelle et tout à fait décisive que, face à la mondialisation néolibérale, il faut un nouveau type d'alliance, entre acteurs de natures diverses – syndicats, mouvements sociaux, paysans, ONG, Think-tanks de Gauche, etc. Et, comme les voyages sont chers et le temps précieux, si vous avez à vous dépla-

cer une ou deux fois dans l'année, vous le ferez une fois pour une rencontre spécifique à votre terrain d'action, mais aussi, si vous le pouvez, dans un cadre où vous pourrez rencontrer des mouvements qui sont à la lisière de vos centres d'intérêts pour construire avec eux des campagnes plus larges. Et l'énorme avantage des forums sociaux est de retrouver toutes les composantes au même endroit et à la même date. Il y a donc un caractère cumulatif à la qualité des débats, dans les forums sociaux. Mais ces acteurs sont à la fois nombreux et pas si nombreux que ça. À Belém, sur les 130 000 participants, dix mille, quinze mille peut-être, représentaient des mouvements et réseaux. Mais dix ou quinze mille c'est déjà considérable. Il n'y a aucun congrès d'une organisation syndicale, politique, associative ou tout ce que vous voulez qui regroupe au niveau mondial autant de gens.

Il y avait, enfin, une petite faiblesse à Belém, c'est un troisième domaine, qui relève de l'expérimentation de nouvelles formes d'activité sociale et d'alternatives pratiques. Je m'explique en deux mots. Quand Porto Alegre a commencé à se mettre en place en 2001, la nourriture venait surtout des grandes chaînes alimentaires, la traduction était faite par des professionnels, le programme était construit autour de "grands noms" qui délivraient des conférences magistrales, etc. Maintenant on a fait un gros progrès. Depuis Mumbai en Inde en 2004, Porto Alegre en 2005, mais c'était aussi vrai pour le Forum social européen d'Athènes, on a eu des forums sociaux dans lesquels l'expérimentation de pratiques alternatives, mais aussi montrer ce qu'on savait faire, montrer nos luttes, tout cela était au cœur du Forum. Le logiciel libre, les camps autogérés, la traduction militante grâce à des réseaux comme Babels ou Alis, la nourriture produite par des petits producteurs locaux, ont fait le succès de ces forums. À cet égard, Belém était plutôt un recul, pour diverses raisons. Parce que la société civile, au sens des acteurs sociaux, existe en Amazonie, mais reste assez dispersée, avec moins de "concentration" que dans le Rio Grande do Sul (Porto Alegre) où le MST (Mouvement des sans terre) et le PT (Parti des travailleurs, le parti du président Lula) sont nés en même temps qu'à Sao Paulo, la capitale. L'Etat du Pará, qui est tenu par le Parti des Travailleurs, a joué un rôle important et positif pour la construction du forum à Belém, mais ce qui veut dire aussi que l'espace autonome d'affirmation des acteurs des mouvements sociaux était plus faible qu'ailleurs.

Est-ce qu'on peut distinguer des priorités dans les débats du Forum à Belém ?

Il y a deux niveaux de réponses à cette question.

Le premier niveau, qui est un peu général, peut se résumer de la manière suivante : les forums sociaux ont été de grands succès parce qu'il ont été un lieu de tension entre deux approches différentes mais qui on pu se combiner et donner ce caractère très productif au forum. La première approche vient de l'équipe brésilienne qui est l'idée d'un espace ouvert, un espace sans aucune contrainte pour quiconque. Ce qui veut dire qu'il n'y pas de déclaration finale, personne ne sera engagé par ce qui y sera décidé ou discuté par tel ou tel

acteur. Et donc, on peut regrouper des militants et des mouvements qui sont de natures très différentes, ou qui appartiennent à des familles politiques et idéologiques très diverses. Cette ouverture a été une force considérable, parce qu'elle a permis de faire venir des acteurs qui ne seraient pas venus s'ils avaient eu l'impression qu'ils allaient être emprisonnés par une déclaration finale, ou des engagements qui leur auraient posé plus de problèmes que d'avantages. Mais le risque existait d'avoir une espèce de grand forum de débats, sans aucune action, dont les mouvements sociaux, qui ont fait l'effort de venir à Porto Alegre ou dans un autre forum pour construire des mobilisations, seraient sortis très déçus et découragés.

Il s'est donc créé, dès le premier Porto Alegre, un autre espace, qui était celui des mouvements sociaux, et qui a été décisif pour monter les mobilisations contre l'OMC à Cancun ou à Hong Kong, pour centraliser les manifestations anti-guerre. C'est là où se sont décidées les dates de manifestations contre la guerre en Irak en 2003, c'est là que se sont construites des campagnes comme celle pour Gênes en 2001 en Italie, bref, toute une série d'actions qu'il aurait été très difficile de construire sans les forums. Ces deux fonctions des forums ont été la source de tensions et de débats, mais la force des forums a été d'être capable de faire les deux en même temps. Aujourd'hui, avec le temps, tout le monde est, je crois, d'accord pour que l'on intègre dans le forum lui-même cette dualité de fonction, et donc qu'on accepte de considérer cette tension comme positive et productive. Ainsi, à Belém, le dernier jour, ce sont construites des assemblées thématiques, dont le contenu a été décidé par les acteurs eux-même. Il y a là une évolution très positive du fonctionnement même des forums.

Après, concrètement, si l'on regarde ce qui est sorti du forum de Belém, ce sont des déclarations et des campagnes assez classiques - ce qui ne veut pas dire qu'elles ne soient pas utiles - contre la guerre, pour le droit des femmes, ou celui des salariés, mais aussi des thématiques plus nouvelles. J'en vois au moins trois.

D'abord une thématique qui tenait au lieu même du forum, l'Amazonie, avec la défense des droits des peuples Indigènes et la protection de l'Amazonie. Cette présence des Indigènes était aussi le fait des mouvements andins qui ont été à l'initiative d'un "Appel des Peuples Indigènes au FSM de Belém face à la crise de civilisation"(cf . l'article présentant cet appel).

Deuxième chose, la "justice climatique". L'idée est d'articuler les revendications sociales et la lutte contre les dégagements de gaz à effet de serre. Une coalition avec Via Campesina, les Amis de la Terre et beaucoup d'autres mouvements a vu le jour lors des rencontre de Bali, il y a un an, et Belém a été une occasion importante d'élargir ce réseau et de préparer les mobilisations pour le sommet de l'ONU sur le climat, en décembre 2009 à Copenhague.

La troisième thématique qui, à mon avis, a marqué le forum de Belém, a été une réflexion sur la crise et ses victimes, mais aussi sur l'idée que la crise peut être une opportunité pour défendre d'autres modèles économiques et sociaux. Là aussi, les réunions des différents réseaux ont été nombreuses et productives !

A Belém, cinq Présidents étaient présents. Il y a eu une rencontre organisée par le MST (Mouvement des sans terre), entre les mouvements sociaux et quatre de ces Présidents, mais sans Lula. Il y a eu beaucoup de débats au forum sur les processus politiques sur ce continent. Qu'est-ce que tout cela signifie par rapport aux mouvements sociaux au Brésil et en Amérique Latine, ainsi que plus généralement, sur les rapports entre les mouvements sociaux et le pouvoir au niveau mondial après le forum ?

Je n'ai pas suivi ces débats, ce que je vais vous dire ne vient que de comptes-rendus qui m'ont été fait, et de textes écrits à la suite de ces rencontres. Il y a donc beaucoup de militants plus qualifiés que moi pour rendre compte de ce qui s'est joué pendant ces débats politiques. Mais je peux essayer de donner quelques éléments d'explication sur le positionnement du MST.

Le MST est aujourd'hui partagé sur l'attitude à avoir vis-à-vis du Président Lula. Lors de la victoire de Lula et du PT, l'équipe dirigeante du MST avait un point de vue assez homogène, très clair sur les revendications, donc très autonome par rapport au PT, mais aussi critique sur les mesures de nature néo-libérales prises par Lula et son gouvernement, un point de vue qui se refusait cependant à un positionnement sectaire de confrontation frontale avec le PT. Ce qui a changé, c'est une série de mesures prises par le gouvernement Lula en faveur des plus défavorisés, mesures limitées mais qui ont des aspects positifs, comme la "Bolsa Familia" : un système d'allocation familiale et de revenu minimum pour les familles les plus pauvres. Ces mesures ont eu comme effet une démobilisation partielle des secteurs sociaux qui occupaient les terres avec le MST. Une évolution qui a à voir avec le changement dans la base sociale électorale du PT. Le PT était historiquement, jusqu'à sa victoire en 2002, un parti de la classe ouvrière, des couches intellectuelles, des couches moyennes et des salariés au sens large du terme. Le PT c'était vraiment le parti des centres industriels de la banlieue de Sao Paulo, mais aussi des salariés des télécoms, des banques, des professeurs, de toute cette partie disons salariale, du Brésil qui est très importante au sud du pays. Mais les plus pauvres, ceux du Nord-Est, et les familles des plus défavorisées, soit ne votaient pas, soit votaient pour des candidats « populistes », comme Collor, un acteur de télénovéla.

La politique menée par Lula et son gouvernement ont eu un double effet. Les mesures néolibérales, comme la réforme des retraites, ont produit un désenchantement important dans la base sociale traditionnelle du PT qui a perdu ses bastions historiques, Sao Paulo et surtout Porto Alegre. Mais, à l'inverse, Lula à titre personnel, et en partie le PT, ont gagné de la popularité chez les couches les plus pauvres. Evidemment cela a eu un impact sur le MST dont la base sociale est devenue plus « Luliste » que sa direction ! Ce qui a entraîné - de manière très classique - un partage entre ceux qui maintiennent une position très critique vis-à-vis des politiques du gouvernement Lula, et ceux qui, tout en étant probablement au fond, eux-mêmes assez réservés, pensent qu'il faut prendre davantage en compte ce que pense la base et donc, de fait, limi-

ter ses critiques vis-à-vis du gouvernement. La première conséquence de ce contexte interne un peu tendu a été une espèce de retrait du MST du forum social, avec une faible présence dans les débats et une priorité donnée aux discussions internes. La deuxième conséquence, elle aussi très classique, a été, pour le MST, un retour sur ses fondamentaux. Et une des caractéristiques historiques du MST, pour ceux qui les connaissent un peu, c'est le lien et le soutien aux expériences politiques de gauche en Amérique Latine. Même si le MST n'est pas lié à un parti politique, il a toujours eu une conception assez « avant-gardiste ». Le MST n'est pas dans une culture de l'horizontalité, comme peuvent l'être d'autres acteurs du mouvement altermondialiste. Le MST est un mouvement qui défend le socialisme, et qui considère que les Etats doivent jouer un rôle clé dans cette avancée vers le socialisme. Le MST a ainsi soutenu, dès le début, la révolution « Chaviste » ou « Bolivarienne » au Venezuela. Pour s'appuyer sur cette identité, qui est partie prenante de l'histoire du MST, ils ont décidé de se retrouver avec ceux dont ils sont les plus proches, Chavez, Correa, d'Équateur, évidemment Evo Morales, et Fernando Lugo, le nouveau président du Paraguay. Et ne pas mettre Lula dans le débat était un moyen pour eux de rester dans la ligne traditionnelle du MST et donc d'unifier les différentes composantes du mouvement.

Après, au delà du MST, il est évident qu'il existe en Amérique Latine des expériences très différents de gouvernement de gauche. Avec une césure entre les plus modérés, Lula au Brésil mais aussi le Chili de Bachelet ou l'Uruguay et les plus radicaux, Chavez, Morales, Correa ou Lugo. Mais il existe d'autres différences entre eux qu'il faudrait prendre le temps d'analyser : la vision du monde d'Evo Morales, qui entend entreprendre un processus profond de décolonisation qui remonte à la colonisation espagnole du XVIème siècle et défend un Etat plurinationa,l et celle d'Hugo Chavez qui se revendique de Simon Bolivar, le héros des indépendances du XIXème siècle, sont ainsi très différentes.

Le débat entre ces gauches va aussi se cristalliser sur les réponses à apporter à la crise et sur le positionnement des pays latino-américains dans le G20 et les négociations internationales qui s'engagent. Lula aimerait fédérer l'Amérique Latine dans une espèce de « bloc contre-hégémoniste », plus indépendant vis-à-vis les États-Unis mais mené par le Brésil, pendant que Chavez, certes un peu affaibli par l'effondrement du cours du pétrole, préférerait une alliance plus radicale dans ses finalités.

Après, il y a des choses intéressantes pour réfléchir à moyen ou long terme sur le rôle des partis politiques et des Etats, mais cela dépasse l'objet de cette interview.

Dans trois pays, le Brésil, l'Uruguay et le Chili, existent des partis au sens classique du terme, tel que Max Weber les décrit au début du XXème siècle en analysant les exemples européens. Ces partis vont de l'extrême-gauche à la social-démocratie ou à la démocratie-chrétienne. Dans ces trois pays, les expériences de gauche sont les plus modérées.

A l'inverse, les expériences les plus radicales, dans toutes leurs diversités, ont lieu en Bolivie, en Équateur, et au Venezuela. Ce sont des pays où les présidents de la république sont très présents, mais où il n'y a pas de partis, au sens européen du terme. Il y a eu pourtant des tentatives, comme en Equateur où la CONAI, le grand mouvement indigène, a construit "Pachakutik", un peu comme le PT était issu du mouvement syndical, mais Pachakutik a explosé... Au Venezuela, les tentatives de construire un parti soutenant Hugo Chavez n'ont pas donné de résultat probant jusqu'à aujourd'hui en tout cas. Et en Bolivie le MAS c'est un peu Janus : un regroupement de mouvements sociaux, paysans pour l'essentiel, qui ont des capacités de mobilisation exceptionnelles, mais dès qu'on passe – avec les mêmes acteurs et les mêmes personnes - à la politique, c'est à dire aux élections, on a un visage beaucoup plus brouillé, très loin des qualités remarquables des mouvements sociaux. Donc, on n'a aucun parti digne de ce nom, au sens weberien, ou européen du terme dans ces pays, pourtant ce sont les expériences révolutionnaires les plus radicales. Un constat assez intrigant par rapport à nos classiques !

Quelle est la situation du mouvement altermondialiste après Belém ? Après Nairobi, il y avait des discussions sur la crise du mouvement et sur son futur. Que peut-on dire aujourd'hui sur la suite de ce mouvement ? Et quelle est l'articulation des mouvements locaux et des mouvements internationaux aujourd'hui dans le cadre de ce mouvement ?

Il faut pour cela partir des enjeux essentiels. Nous entrons dans ce que les Indiens des Andes appellent une "crise de civilisation". Le terme est un peu grandiloquent, mais au delà du terme, nous sommes bien à la conjonction d'au moins trois crises : crise économique, crise écologique et crise de légitimité démocratique au niveau mondial. L'avenir du mouvement altermondialiste se joue sur sa capacité à répondre à ces défis ou, tout du moins, à mobiliser sur ces questions et à élaborer des réponses alternatives à celles des pouvoirs en place. On peut faire l'analogie avec les années 2002/2003 où le mouvement altermondialiste qui s'était construit, à partir de Seattle (1999), sur les questions sociales et économiques, a du intégrer la dimension anti-guerre et être capable d'être le lieu où se coordonnaient les différentes coalitions nationales. Déjà, les manifestations de Londres, au moment du G20 et les manifestations qui ont eu lieu au même moment dans de nombreuses villes du monde donnaient un signal positif. Nous verrons également si nous sommes capables d'avoir des mobilisations importantes pour Copenhague en décembre 2009, sur les enjeux climatiques. L'enjeu est de ne pas avoir seulement des explosions sociales et des grandes grèves au niveau national, comme nous en avons eues en France au printemps 2009, ou en Grèce en décembre 2008, mais de pouvoir construire des réponses et des mobilisations internationales. Je pense que c'est cela qui permettra de juger de l'avenir du mouvement altermondialiste.

APPEL DES PEUPLES INDIGENES

Par Christophe Aguiton

Les crises ont été au cœur du forum social mondial de Belém : crise économique et financière, crise climatique, crise alimentaire. De nombreux appels et déclarations ont été adoptés. Parmi ceux-ci, un "Appel des Peuples Indigènes au FSM de Belém face à la crise de civilisation". Faute de place, ce texte n'a pas pu être publié dans cette revue. Il est disponible sur Internet à l'adresse suivante : <http://openfsm.net/projects/facilitation-de-fsl/appele-des-peuples-indigenes-face-a-la-crise-de-civilisation>

Cet appel est signé par des dizaines d'organisations indigènes, essentiellement américaines, sur la proposition des organisations andines. Il veut rompre avec les réponses qui veulent valoriser et renforcer le rôle de l'Etat et s'appuient sur les plans de relance économique. Son ambition est de lutter contre la marchandisation de la vie en défense de la "mère terre" et de se battre pour les droits collectifs, le "vivre bien" et la décolonisation comme réponses à la crise de civilisation.

L'appel définit la crise de civilisation comme la conjonction des crises économique, environnementale et de légitimité démocratique. Les réponses apportées sont le concept de "bien vivre", qui s'oppose à un "vivre mieux", qui ne serait corrélé qu'à l'augmentation de la richesse matérielle et à la consommation de biens, la défense des biens collectifs, un processus démocratique qui met les responsables sous le contrôle direct de ceux qui les ont désignés et déconstruit la conception de l'Etat issu du pouvoir colonial pour le remplacer par un Etat décentralisé et multinational dans lequel chaque communauté établira des relations de même niveau avec les autres. Les peuples indigènes des Andes jouent un rôle central dans cet appel, ce qui peut s'expliquer par un contexte particulier. A la différence des peuples amazoniens, ou même centro-américains, les peuples andins n'ont que deux langues communes, le quechua et l'aymara, ce qui facilite les échanges dans un ensemble de six pays de la Cordillère des Andes. Dans les trois pays centraux, Equateur, Pérou et Bolivie, la population indigène est majoritaire alors que le pouvoir a toujours été, jusqu'à très récemment, dominé par les élites blanches au point que les blancs sont souvent désignés comme des "pizarros", des descendants de Francisco Pizarro, le conquistador espagnol qui, suivant les traces de Cortez, a vaincu l'empire Inca et assuré la domination espagnole dans la région. Cela a créé une situation où la lutte démocratique pour permettre l'accession au pouvoir de la majorité indigène s'est confondue avec la défense des droits spécifiques de ces communautés et la recherche d'une nouvelle forme de relation entre les différentes parties constituantes de chacun des Etats de la région. Une situation très différente de celle du Mexique où les processus révolutionnaires de la fin du XIXème siècle et du début du XXème siècle et l'arrivée au pouvoir de dirigeants indigènes ou métis ont fait émerger un sentiment national qui ne se confond pas avec les revendications des communautés indigènes. Si l'identité indigène tire ses sources de l'Amérique précolombienne,

elle se nourrit aussi d'apports militants et intellectuels et d'expériences bien plus récentes. En Bolivie, le syndicat des mineurs, colonne vertébrale de la COB, la centrale ouvrière du pays, a joué un rôle décisif dans la révolution de 1953 et dans la résistance aux dictatures militaires des années 60 et 70. Beaucoup de syndicalistes, issus du secteur minier mais contraints à retourner à la terre lorsque les mines ont fermé ou licencié, sont devenus les cadres du mouvement paysan qui a porté Evo Morales au pouvoir. Au Pérou, le bilan de la guerre menée par le Sentier Lumineux a été intégré par les mouvements indigènes : cela a renforcé leur méfiance vis-à-vis d'un pouvoir étatique qui a mené une guerre contre-insurrectionnelle en multipliant les assassinats et en réprimant les luttes populaires, mais aussi vis-à-vis d'une tradition politique violente et sectaire. Sur le plan intellectuel, les mouvements indigènes se sont inspirés des idées du sociologue portugais Boaventuro do Santos et surtout des travaux d'Anibal Quijano, un sociologue péruvien qui a expliqué le caractère inséparable du colonialisme et du racisme dans la structure de pouvoir qui s'est imposé en Amérique Latine dès le XVIème siècle et qui a donné une coloration particulière à l'universalisme européen.

L'intérêt de cet appel est de dessiner une alternative très différente des réponses néo-keynésiennes et néo-fordistes qui dominent dans les mouvements sociaux et partis de gauche. L'appel évite également l'écueil de la "décroissance" en déplaçant le terrain de la discussion : il ne s'agit pas de réduire notre consommation en général et de manière abstraite, ce qui est bien évidemment inacceptable pour les centaines de millions d'habitants de cette planète qui souffrent de la faim, du mal-logement, de l'absence de service public et d'offre de soins accessibles. Il s'agit de lutter contre le consumérisme en partant de la qualité de la vie et non du volume de consommation. Partir du concept de "bien vivre" permet également de redonner une perspective de changement d'ensemble à tous ceux qui, ne croyant plus aux modèles de transformation sociale portés par la gauche dans les décennies précédentes, se sont tournés vers les philosophies de la "bonne vie" ou même vers les démarches de développement personnel. Le changement de paradigme que porte cet appel nécessitera des débats et demandera des précisions et des améliorations. Des militants africains présents au FSM ont déjà indiqué leur difficulté à accepter la vision d'Etats multinationaux basés sur des identités qu'ils estiment trop liées aux groupes tribaux. L'articulation entre la défense des communautés et de leurs traditions démocratiques et la décentralisation d'instance de gouvernements basés sur des territoires géographiques devra à l'évidence être précisée, mais l'intérêt de cet appel est de donner une perspective universelle basée sur la défense des biens communs, biens qui incluent les ressources naturelles, des biens matériels mais aussi des connaissances et des traditions basées sur l'entraide et la solidarité.

L'appel propose enfin un agenda d'action. Le premier rendez-vous est interne aux mouvements indigènes mais il sera décisif. Du 27 au 31 mai 2009, à Puno, au Pérou, près de 5 000 militants se sont réunis pour le IVème sommet continental des peuples et nationalités indigènes. Cette réunion décidera des formes à donner à la mobilisation. Le 12 octobre, jour anniversaire de l'arrivée des espagnols en Amérique, l'appel propose une journée mondiale d'action et, enfin, début 2010, l'organisation d'un forum mondial thématique sur la "crise de civilisation".

DEUX MILITANTES DE GUYANE RACONTENT

Caroline et Sylvie, deux militantes de Sud Ptt et de Solidaires Guyane, participaient pour la première fois à un Forum social mondial. Elles étaient particulièrement motivées au vu de la proximité géographique de Belém avec la Guyane et de l'appartenance commune à l'Amazonie. Voici leur témoignage.

L'Amazonie, symbole des désastres actuels aussi bien écologiques qu'humains, a réuni travailleuses-eurs, indigènes, écologistes, syndicalistes, militant-e-s des droits de l'homme et des femmes...

L'ouverture débute par une longue marche joyeuse et colorée, noyée sous des trombes d'eau qui s'accorde au rythme des tambours et des sifflets. Impossible de distinguer le début ou la fin du cortège. Ce FSM, c'est une certaine "foire militante" (sponsors bancaires sur les tee-shirts, distributeurs automatiques d'argent installés pour l'occasion sur les campus, pléthoriques stands d'artisanat amazonien, vente du kit anti-pluie, peintures corporelles amazoniennes, photos avec une indienne etc.) mais c'est aussi la mise en place d'une organisation horizontale, sans hiérarchisation des thèmes et privilégiant la multitude de petits ateliers à dimension humaine sur les grandes tribunes (où la parole circule peu). Et un programme de 130 pages environ, une longue liste de débats, concerts, et autres activités autogérées.

La jeunesse était présente à Belém. Ce FSM possédait son "campement de la jeunesse", lieu où l'on retrouvait l'ambiance festive et détendue des jeunes qui, de part le monde, participent ou accourent en ce type de lieux.

Les jeunes étaient partout : dans les concerts, certes, mais aussi dans les débats, aux assemblées, dans les manifestations, participant et réagissant, donnant ainsi souvent l'impression aux intervenant-e-s plus âgé-e-s que la relève qui construira cet autre monde possible n'était pas absente du rendez-vous.

Ce fut également une satisfaction de constater la présence massive des femmes dans les débats, actrices anonymes, représentantes de leur organisation ou bien animatrices de débats, plus de la moitié des participants étaient des participantes. Parmi elles, de très nombreuses femmes brésiliennes et un fort mouvement pour la légalisation de l'avortement au Brésil. Symbole de cette participation : lors de la restitution des groupes de travail, la première assemblée à avoir la parole fut celle des femmes.

La rencontre internationale des femmes fut pour nous un moment intense de ce FSM : les différentes intervenantes (Brésil, Chili, Equateur, Tunisie et Burkina Faso) se sont exprimées sur les violences aussi bien physiques que morales exercées sur les femmes et les non droits imposés (lois familiales, religieuses ou ethniques)

dans leurs pays respectifs. Les sujets ne manquaient pas : asservissement, violences exercées dans les pays en conflit, sous rémunération, non-reconnaissance des droits élémentaires. Cette rencontre avait pour finalité une mobilisation par l'action internationale de la Marche Mondiale des Femmes.

De nombreux ateliers autogérés se sont tenus autour des thèmes des droits des peuples indigènes, de l'écologie et du développement durable au sein de l'écosystème amazonien, des répercussions de la triple crise économique, alimentaire et écologique sur ses populations fragilisées.

La Guyane française y avait donc toute sa place car on l'oublie souvent, sur les 9 territoires composant le bassin du fleuve Amazone, figure la Guyane Française. C'est pour cette raison que le FSM de Belém était aussi l'occasion d'une participation significative de représentantes de la société civile guyanaise. Car la France ne reconnaît ni les Amérindiennes ni leur culture. Sans compter les "Noirs Marrons" qui vivent le long du fleuve et qui peinent encore à obtenir les papiers reconnaissant officiellement leur existence (des papiers qui n'étaient pas remis par l'administration au moment de leur naissance).

L'essor incontrôlé et dramatique de l'orpaillage, depuis les années 90, entraîne la pollution par le mercure des fleuves et des rivières mettant en péril l'équilibre de l'écosystème. Les orpailleurs poursuivent envers et contre tout leur business dévastateur, en exploitant des "sans papier-e-s". Or, la patrie héritière du siècle des lumières n'a que faire des populations qui peuplent ce territoire. Un territoire auquel elle attache, a contrario, une valeur considérable. La France et maintenant l'Union européenne tiennent fermement à l'enclave de Kourou qui leur confère un avantage géostratégique considérable sur la scène internationale. Les Guyanais-e-s n'en continuent pas moins à se mobiliser et à revendiquer plus d'investissements dans les transports, l'éducation ou la santé.

À Belém, le FSM a affiché une réelle volonté d'enterrer le système néolibéral avant qu'il ne nous enterre.